

**Contribution au congrès de refondation du mouvement
étudiant**
“ Pour une Alternative Syndicale ”

Depuis de nombreux congrès de l'UNEF-ID, la réunification des deux organisations syndicales étudiantes semblait être l'Arlésienne du mouvement étudiant.

Aujourd'hui, nous y sommes presque et les choses sont allées très vite.

Nous devons nous pencher sur le type d'organisation que nous devons construire, avec toutes ses composantes, les syndicats étudiants et les associations étudiantes. Ce sont ces questions que les adhérents sont amenés à débattre et à trancher dans le congrès qui s'ouvre.

Nous devons réussir ce pari : donner naissance à un outil qui leur sera utile, et dans lequel chacun pourra trouver sa place, s'investir à sa façon, avec le temps qu'il souhaite y consacrer, sa culture et son identité.

Cette nouvelle organisation ne pourra pas fonctionner sur un modèle uniforme sans risque de voir les étudiants se détourner d'elle et donc disparaître avant d'avoir vécu.

Nous percevons alors, avec le temps, si cette refondation est bien un moment historique, c'est à dire un moment qui marque l'Histoire dans la durée, qui laisse des traces bien après s'être produit.

Nous souhaitons pour cela nous appuyer sur ce qui a été notre vécu en tant qu'adhérents de l'UNEF-ID rassemblés au sein de la Tendance pour une Alternative Syndicale (TPAS).

Depuis 1997 dans le cadre de la TPAS, nous avons toujours donné une importance capitale à la place qui est réservée aux adhérents dans la définition des projets et des stratégies pour améliorer le quotidien.

De nombreux désaccords ont émergé sur ce sujet avec la majorité de l'UNEF-ID, désaccords qui perdurent encore avec elle comme avec toutes celles et ceux qui la composaient.

Les campagnes élaborées sans l'avis des adhérents par quelques responsables nationaux et qui ne correspondent donc pas toujours aux attentes du plus grand nombre d'étudiants ; les élus UNEF-ID dans les conseils des universités dont le rôle est souvent cantonné à un simple relais des positions nationales, relayant au second rang les préoccupations premières des étudiants de chaque fac ; les revendications globales sous forme de slogans qui ne s'appuient pas sur la réalité et sur les avancées obtenues pour obtenir de nouvelles améliorations ; une UNEF-ID souvent réduite à une machine électorale sans travail dans la durée. Tout ces éléments nous amènent à un constat : l'UNEF-ID est bien la première force étudiante de France, mais trop peu d'étudiants y adhèrent car ils n'y trouvent pas leur place et si l'UNEF-ID gagne les élections, le taux de participation est trop faible pour pouvoir se réjouir.

Pour nous, ces constats sont le fruit d'un système : un syndicat qui ne respire pas, qui n'est pas ouvert sur les étudiants, un syndicat centralisé, géré par quelques uns.

La première organisation étudiante de France qui sortira de ce congrès peut être un formidable outil pour tous les étudiants, qu'ils soient en première année ou en 3^{ème} cycle, en lettre ou en médecine, en IUT ou en cycle long.

La refondation du mouvement étudiant est pour tous l'occasion de tirer les leçons du passé en étant lucide pour prendre part à la construction d'une nouvelle organisation.

C'est la démarche que nous souhaitons porter avec le plus grand nombre pour ce congrès, afin que cette future organisation ne soit pas une UNEF-ID bis, plus grande, mais fonctionnant de la même manière.

Cette contribution a pour ambition de proposer un autre type de syndicalisme avec la volonté d'être capable de répondre aux aspirations de chacun.

Aujourd'hui, nombre d'étudiants et de jeunes n'adhèrent pas à une organisation parce qu'ils ont l'impression, souvent à juste titre, qu'ils vont y perdre leur liberté de penser et d'agir et que leur spécificité ne sera pas prise en compte.

De nouvelles formes d'engagement se multiplient, plus ponctuelles ou plus souples que l'engagement " classique " dans un syndicat: activités humanitaires ou associatives par exemple plus attrayantes et dont les objectifs semblent plus concrets.

Nous pensons que la refondation du mouvement étudiant sera réussie si la nouvelle organisation est capable d'offrir un cadre d'investissement ou l'individu, ses attentes, ses spécificités sont prises en compte dans la définition de ses projets.

C'est pour cela que la nouvelle organisation devra avant tout prendre en compte en son sein le point de vu du plus grand nombre d'étudiants riches de leurs expériences variées. Mais cela n'est jamais automatique. Il faut pour cela accepter d'être toujours remis en cause. Certes, il est plus confortable d'être un petit groupe qui pense la même chose. Ce n'est pas ce que, nous, acteurs de cette refondation et tous les étudiants attendent de la première organisation étudiante de France.

Les étudiants attendent aussi de la nouvelle organisation une autre démarche que celle choisie jusqu'à présent par la majorité de l'UNEF-ID sur les grands dossiers universitaires.

L'objectif d'une organisation syndicale n'est pas de faire de l'agitation pour faire apparaître son sigle mais de répondre aux problèmes concrets, et pour ce qui nous concerne de permettre aux jeunes qui le souhaitent d'accéder décemment à l'Université et de permettre à chacun de réussir le cursus qu'il a choisi.

Trop souvent, la majorité nie l'existant dans son action, réclame de tout remettre à plat, y compris ce qu'elle a elle-même obtenu auparavant pour réclamer ici une "révolution pédagogique", là un "révolution des aides sociales"... Comme si en matière de pédagogie, les organisations étudiantes n'avaient rien obtenu ces dernières années, alors que la compensation, la capitalisation, la fin du système admissibilité / admission en 1997 sont des victoires de notre organisation. Comme si en matière d'aide sociale, l'année Joker pour les boursiers, qui ne perdent plus le bénéfice de leur aide sociale en cas de redoublement, était à jeter aux orties alors que ce fut le fruit d'âpres batailles des organisations étudiantes. Ne pas s'appuyer sur l'existant, attendre que tout aille mal pour agir ou s'arquer bouter sur des positions dogmatiques et globales n'a aucun sens ; les situations sont diverses en fonction des universités, des filières, des années d'études voire des étudiants et les enjeux d'évolution à l'Université, importants.

S'appuyer sur la réalité dans nos revendications est la garantie de l'efficacité au moment de négocier avec nos interlocuteurs, qu'ils soient profs, présidents d'Université ou ministre.

Transformer l'Université, c'est être précis dans nos revendications, c'est construire un rapport de force crédible aux yeux des étudiants et de nos interlocuteurs pour obtenir des réformes.

Entre la révolution et la réforme, nous avons choisi une méthode : la réforme ! La majorité de l'UNEF-ID a fait le choix inverse. Nous souhaitons, avec tous les adhérents agir autrement dans la future organisation.

A partir du moment où nous souhaitons donner toute leur place aux adhérents et que nous avons choisi une méthode de travail, il restera le plus important : répondre aux enjeux qui s'ouvrent à la nouvelle organisation étudiante.

L'enseignement supérieur a la responsabilité de permettre à tout jeune qu'il accueille de réussir son insertion professionnelle et sociale.

En effet, l'Université sert à former des citoyens et dans notre société, un citoyen à part entière est un individu qui a accès à la culture mais aussi et surtout à un travail. La nouvelle organisation devra proposer une meilleure adéquation entre les enseignements dispensés et leurs débouchés. Alors que la majorité de l'UNEF-ID considère toujours comme tabou la professionnalisation des études, nous pensons au contraire que c'est à l'Université d'agir en ce sens pour ne pas laisser les entreprises agir seules en ce domaine.

Enfin, la refondation du mouvement étudiant donnera naissance à la plus grande organisation de jeunesse de ce pays.

Depuis longtemps, nous affirmons la nécessité de rompre avec le caractère corporatiste des activités de l'UNEF-ID. Nous sommes aujourd'hui 2 millions d'étudiants mais énormément de jeunes ne vont pas à l'Université et beaucoup en sont sortis. Si certains n'y accèdent pas pour des raisons financières, il faut que l'aide sociale réponde à cette carence.

Cependant, il peut y avoir d'autres raisons, notamment les choix personnels de l'individu.

Tous ces jeunes qui ne sont pas à l'Université ne bénéficient pas d'un statut qui leur permettent de mettre toutes les chances de leur côté pour réussir leur insertion sociale et professionnelle.

Parce que nous construisons la première organisation de jeunes de ce pays, et parce qu'il n'y a pas une jeunesse uniforme mais des jeunes aux réalités très différentes, nous pensons que nous devons mener des actions pour tous les jeunes. Cela passe notamment par la mise en place d'un statut social des jeunes dont, certes, le statut social de l'Étudiant fera parti pour ceux qui sont dans l'enseignement supérieur, mais qui apportera aussi des garanties à tous les autres en matière d'accès au logement, à la culture, aux loisirs, aux transports, au marché du travail et à la reconnaissance sociale.

Le congrès qui s'ouvre est donc très important pour l'avenir des étudiants et de l'enseignement supérieur.

Il décidera si les étudiants peuvent s'appuyer sur une organisation capable de les accueillir, de construire des projets crédibles pour réformer l'Université et finalement la société ou s'ils continuent à ne pas compter sur elle dans leur vie à l'Université et ailleurs.

C'est donc une opportunité importante qui s'offre à nous toutes et tous. A chacun de s'en saisir en lisant bien les motions qui seront soumises au vote des adhérents. Si cela peut être un peu fastidieux, il nous semble que le jeu en vaut la chandelle.

Changeons ensemble le syndicalisme étudiant pour réformer l'Université et la société !

Signataires :

Yves Gallard, président de l'UNEF-ID Angers

Melow Wessels, présidente de l'UNEF-ID Paris 5

David Pelissier, président de l'UNEF-ID Limoges

Catarina Laranjeira, présidente de l'UNEF-ID Sceaux

Séverine Fichet, présidente de l'UNEF-ID La Rochelle

Nicolas Auger, président de l'UNEF-ID Nantes

Patrick Boulat, président du CAS de l'UNEF-ID Nîmes

Julie Coudry, membre du Bureau Nationale de l'UNEF-ID

Laure Albrecht, membre du Bureau National de l'UNEF-ID

Grégory Martin, membre de la Commission de contrôle de l'UNEF-ID

Charlotte Rerecich, membre du Bureau National de l'UNEF-ID

Sonia Sfaxi, UNEF-ID Toulouse

Anne Courtot, UNEF-ID Montpellier

François Bertin, UNEF-ID Paris 1

Sébastien Lemoine, UNEF-ID Le Mans

Cécile Senicourt, UNEF-ID Rennes